

Succession en déshérence de Pruvost, Simonne Elise Céline

Pruvost, Simonne Elise Céline, veuve de Nys, Alfred Jules, née à Loos (France) le 5 janvier 1910, fille de Pruvost, Paul François Joseph et de Brackman, Elise Marie, conjoints décédés, domiciliée à Uccle, avenue Fond'Roy 43, est décédée à Uccle, le 22 mars 1993, sans laisser de successeur connu.

Avant de statuer sur la demande de l'Administration de la T.V.A., de l'enregistrement et des domaines, tendant à obtenir, au nom de l'Etat, l'envoi en possession de la succession, le tribunal de première instance de Bruxelles a, par ordonnance du 18 janvier 1995, prescrit ses publications et affiches prévues par l'article 770 du Code civil.

Bruxelles, le 2 mars 1995.

Le directeur régional de l'enregistrement et des domaines,
W. Kesteleyrn.

Succession en déshérence de Goovaerts, Maurice Paul Ludovic

Goovaerts, Maurice Paul Ludovic, en son vivant pensionné, célibataire, né à Saint-Gilles le 15 août 1920, fils de Goovaerts, Jean et Herterycx, Germaine, conjoints décédés, domicilié à Bruxelles, boulevard du Midi 142, est décédé à Bruxelles, le 2 août 1992, sans laisser de successeur connu.

Avant de statuer sur la demande de l'Administration de la T.V.A., de l'enregistrement et des domaines, tendant à obtenir, au nom de l'Etat, l'envoi en possession de la succession, le tribunal de première instance de Bruxelles a, par ordonnance du 25 janvier 1995, prescrit ses publications et affiches prévues par l'article 770 du Code civil.

Bruxelles, le 2 mars 1995.

Le directeur régional de l'enregistrement et des domaines,
W. Kesteleyrn.

Succession en déshérence de De Staercke, Vladimir

De Staercke, Vladimir, célibataire, né à Ertvelde le 2 mai 1912, fils de De Staercke, Charles et de Verbiest, Emilie, conjoints décédés, domicilié à Bruxelles, rue des Ursulines 6, est décédé à Bruxelles le 19 janvier 1993, sans laisser de successeur connu.

Avant de statuer sur la demande de l'Administration de la T.V.A., de l'enregistrement et des domaines, tendant à obtenir, au nom de l'Etat, l'envoi en possession de la succession, le tribunal de première instance de Bruxelles a, par ordonnance du 25 janvier 1995, prescrit ses publications et affiches prévues par l'article 770 du Code civil.

Bruxelles, le 2 mars 1995.

Le directeur régional de l'enregistrement et des domaines,
W. Kesteleyrn.

MINISTÈRE DE L'INTERIEUR

22 FEVRIER 1995. — Avis à Mmes et MM. les Bourgmestres du Royaume concernant le séjour des étrangers C.E. qui viennent en Belgique pour y faire des études

L'entrée et le séjour des étrangers C.E. qui viennent en Belgique pour y faire des études, ainsi que des membres de leur famille, sont régis par la directive 93/96/CEE du Conseil du 29 octobre 1993 relative au droit de séjour des étudiants.

Cette directive a été transposée dans la réglementation belge par deux arrêtés royaux du 22 février 1995, publiés dans la présente édition du *Moniteur belge*:

1° l'arrêté royal du 22 février 1995 modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers;

Erfloze nalatenschap van Pruvost, Simonne Elise Céline

Pruvost, Simonne Elise Céline, weduwe van Nys, Alfred Jules, geboren te Loos (Frankrijk) op 5 januari 1910, dochter van Pruvost, Paul François Joseph en Brackman, Elise Marie, beiden overleden, wonende te Ukkel, Fond'Roylaan 43, is overleden te Ukkel, op 22 maart 1993, zonder gekende erfopvolger na te laten.

Alvorens te beslissen over de vraag van de Administratie van de BTW, registratie en domeinen om, namens de Staat, de inbezitting te bekomen van de nalatenschap, heeft de rechtbank van eerste aanleg van Brussel, bij bevelschrift van 18 januari 1995 de bekendmakingen en aanplakkingen voorgeschreven bij artikel 770 van het Burgerlijk Wetboek, bevolen.

Brussel, 2 maart 1995.

De gewestelijke directeur der registratie en domeinen,
W. Kesteleyrn.

(53275)

Erfloze nalatenschap van Goovaerts, Maurice Paul Ludovic

Goovaerts, Maurice Paul Ludovic, in leven gepensioneerd, vrijgezel, geboren te Sint-Gillis op 15 augustus 1920, zoon van Goovaerts, Jean en van Herterycx, Germaine, beiden overleden, wonende te Brussel, Zuidlaan 142, is overleden te Brussel op 2 augustus 1992, zonder gekende erfopvolger na te laten.

Alvorens te beslissen over de vraag van de Administratie van de BTW, registratie en domeinen om, namens de Staat, de inbezitting te bekomen van de nalatenschap, heeft de rechtbank van eerste aanleg van Brussel, bij bevelschrift van 25 januari 1995 de bekendmakingen en aanplakkingen voorgeschreven bij artikel 770 van het Burgerlijk Wetboek, bevolen.

Brussel, 2 maart 1995.

De gewestelijke directeur der registratie en domeinen,
W. Kesteleyrn.

(53276)

Erfloze nalatenschap van De Staercke, Vladimir

De Staercke, Vladimir, vrijgezel, geboren te Ertvelde op 2 mei 1912, zoon van De Staercke, Charles en Verbiest, Emilie, beiden overleden, wonende te Brussel, Ursulinnenstraat 6, is overleden te Brussel op 19 januari 1993, zonder gekende erfopvolger na te laten.

Alvorens te beslissen over de vraag van de Administratie van de BTW, registratie en domeinen om, namens de Staat, de inbezitting te bekomen van de nalatenschap, heeft de rechtbank van eerste aanleg van Brussel, bij bevelschrift van 25 januari 1995 de bekendmakingen en aanplakkingen voorgeschreven bij artikel 770 van het Burgerlijk Wetboek, bevolen.

Brussel, 2 maart 1995.

De gewestelijke directeur der registratie en domeinen,
W. Kesteleyrn.

(53277)

MINISTERIE VAN BINNENLANDSE ZAKEN

22 FEBRUARI 1995. — Bericht aan de Heren en Mevrouwen Burgemeesters van het Rijk betreffende het verblijf van E.G.-onderdanen die naar België komen om er te studeren

De binnenkomst en het verblijf van E.G.-vreemdelingen die naar België komen om er te studeren, evenals van de leden van hun familie, worden geregeld door richtlijn 93/96/EEG van de Raad van 29 oktober 1993 inzake het verblijfsrecht voor studenten.

Deze richtlijn werd in het Belgisch recht omgezet door twee koninklijke besluiten van 22 februari 1995, die in deze uitgave van het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt zijn:

1° het koninklijk besluit van 22 februari 1995 tot wijziging van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen;

2^o l'arrêté royal du 22 février 1995 modifiant l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

Par étudiant C.E., il y a lieu d'entendre tout étranger ressortissant d'un Etat membre de la Communauté européenne, qui se rend en Belgique en vue d'y suivre, à titre principal, une formation professionnelle dans un établissement d'enseignement agréé. La procédure prévue pour reconnaître le séjour à ces étudiants est similaire à celle applicable aux autres étrangers C.E., et figure dans les articles 55 et 55bis nouveaux de l'arrêté royal du 8 octobre 1981.

L'attention des autorités communales est néanmoins attirée sur les points suivants.

1. Les formations professionnelles admises sont toutes les formations qui préparent à l'exercice d'une profession. Cette catégorie est très large. Elle inclut l'enseignement supérieur, universitaire ou non, et, en principe, l'enseignement secondaire supérieur; en sont par contre exclus, sauf exception, l'enseignement primaire et l'enseignement secondaire inférieur.

En outre, ne seront acceptées que les formations professionnelles répondant aux deux conditions suivantes :

- être dispensées par un établissement d'enseignement organisé, reconnu ou subsidié par les pouvoirs publics;
- et constituer l'activité principale de l'étranger C.E.

2. La jouissance de ressources suffisantes peut être assurée, au choix de l'étranger C.E., soit par déclaration (orale ou écrite) soit par tout autre moyen équivalent.

3. L'étranger C.E. reçoit, au moment de son inscription, une annexe 19ter. Ce document atteste de l'introduction de la demande de séjour en qualité d'étudiant.

L'étranger C.E. qui ne se prévaut que de sa qualité d'étudiant pour séjourner en Belgique ne peut jamais introduire de demande d'établissement.

Toutefois, même s'il est étudiant, l'étranger C.E. qui désire séjourner en Belgique à un autre titre (travailleur, « pensionné », « non-actif », ...) a le droit d'introduire une demande d'établissement en cette dernière qualité.

4. L'étranger C.E. qui prouve dans les délais requis qu'il satisfait aux conditions requises pour séjourner en qualité d'étudiant est mis immédiatement en possession de la carte de séjour de ressortissant d'un Etat membre des Communautés européennes et reste inscrit au registre des étrangers.

La carte n'est cependant valable que pour la durée de la formation suivie et au maximum un an.

Elle est renouvelable pour la même durée, dans les conditions prévues à l'article 55, § 4, de l'arrêté royal du 8 octobre 1981.

5. Les membres de la famille de l'étudiant, qui peuvent bénéficier du droit de séjour, sont exclusivement le conjoint et les enfants à charge.

Leur titre de séjour expirera le même jour que celui délivré à l'étudiant.

6. Les ressortissants E.E.E. visés à l'article 69bis de l'arrêté royal du 8 octobre 1981 bénéficient également des articles 55 et 55bis précités, moyennant les adaptations d'usage pour ces ressortissants (voir à ce sujet l'avis publié au *Moniteur belge* du 30 mars 1994).

7. Les mesures transitoires suivantes sont applicables aux étrangers C.E. et aux ressortissants E.E.E. qui, à la date d'entrée en vigueur des articles 55 et 55bis nouveaux de l'arrêté royal du 8 octobre 1981, sont déjà titulaires soit d'une attestation d'immatriculation soit d'un certificat d'inscription au registre des étrangers, en qualité d'étudiants, ainsi qu'aux membres de leur famille.

A. Les intéressés dont le document ou le titre de séjour est périmé doivent introduire une demande de séjour conformément aux articles 55 et 55bis nouveaux de l'arrêté royal du 8 octobre 1981.

B. Les intéressés dont le document ou le titre de séjour est toujours valable peuvent, à tout moment et sans formalités, l'échanger contre une carte de séjour de ressortissant d'un Etat membre des Communautés européennes, assortie du même délai de validité que le document ou le titre de séjour échangé.

2^o het koninklijk besluit van 22 februari 1995 tot wijziging van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen.

Onder E.G.-student dient verstaan te worden, elke vreemdeling die onderdaan is van een Lid-Staat van de Europese Gemeenschap, die zich naar België begeeft om er, als hoofdbezigheid, een beroepsopleiding in een erkende onderwijsinstelling te volgen. De procedure die bepaald is om aan deze studenten het verblijf toe te kennen, stemt overeen met deze die van toepassing is op de andere E.G.-vreemdelingen, en wordt vermeld in de nieuwe artikelen 55 en 55bis van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981.

De aandacht van de gemeentelijke overheden wordt niettemin op de volgende punten gevestigd.

1. De toegelaten beroepsopleidingen zijn al de opleidingen die een voorbereiding zijn op het uitoefenen van een beroep. Deze categorie is zeer breed. Zij omvat het hoger onderwijs, universitair of niet, en, in beginsel, het hoger secundair onderwijs; daarentegen worden, behalve uitzonderingsgevallen, het primaire en het lager secundair onderwijs hiervan uitgesloten.

Bovendien zullen slechts deze beroepsopleidingen aanvaard worden die aan de volgende twee voorwaarden voldoen :

- verstrekt worden door een door de openbare machten georganiseerde, erkende of gesubsidieerde onderwijsinstelling;
- en de hoofdbezigheid van de E.G.-vreemdeling uitmaken.

2. De E.G.-vreemdeling kan, naar zijn keuze, door middel van een verklaring (mondeling of schriftelijk) of op enige andere gelijkwaardige wijze verzekeren dat hij over de nodige bestaansmiddelen beschikt.

3. De E.G.-vreemdeling ontvangt, op het ogenblik van zijn inschrijving, een bijlage 19ter. Dit document levert het bewijs van het indienen van het verzoek tot verblijf in de hoedanigheid van student.

De E.G.-vreemdeling die zich op zijn hoedanigheid van student beroept om in België te verblijven, mag nooit een vestigingsaanvraag indienen.

De E.G.-vreemdeling die in een andere hoedanigheid (arbeider, « gepensioneerd », « niet-actieve », ...) in België wenst te verblijven, heeft, zelfs wanneer hij student is, het recht in die hoedanigheid een vestigingsaanvraag in te dienen.

4. De E.G.-vreemdeling die binnen de gestelde termijn het bewijs aanbrengt dat hij aan de voorwaarden die aan het verblijf als student gesteld worden, voldoet, wordt onmiddellijk in het bezit gesteld van de verblijfskaart van een onderdaan van een Lid-Staat der E.E.G. en blijft in het vreemdelingenregister ingeschreven.

De kaart is evenwel slechts geldig voor de duur van de gevolgde opleiding met een maximum van één jaar.

Zij is hernieuwbaar voor dezelfde duur, onder de voorwaarden bepaald bij artikel 55, § 4, van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981.

5. De familieleden van de student, die van het verblijfsrecht kunnen genieten, zijn uitsluitend de echtgeno(o)t(e) en de ten laste zijnde kinderen.

Hun verblijfstitel zal vervallen op dezelfde dag als deze die aan de student werd afgegeven.

6. De onderdanen van de E.E.R., bedoeld bij artikel 69bis van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981, hebben eveneens het genot van de voornoemde artikelen 55 en 55bis, mits toepassing van de gebruikelijke aanpassingen voor deze onderdanen (zie in dit verband het bericht dat op 30 maart 1994 in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt werd).

7. De volgende overgangsmaatregelen zijn van toepassing op de E.G.-vreemdelingen en op de E.E.R.-onderdanen die, op de datum van het in werking treden van de nieuwe artikelen 55 en 55bis van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981, in de hoedanigheid van studenten, reeds houder zijn ofwel van een attest van immatriculatie ofwel van een bewijs van inschrijving in het vreemdelingenregister, en op hun familieleden.

A. De betrokkenen wier document of verblijfstitel vervallen is, dienen overeenkomstig de nieuwe artikelen 55 en 55bis van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981, een vestigingsaanvraag in te dienen.

B. De betrokkenen wier document of verblijfstitel nog steeds geldig is, kunnen dit, op elk ogenblik en zonder formaliteiten, omruilen tegen een verblijfskaart van een onderdaan van een Lid-Staat van de Europese Gemeenschappen, waarvan de geldigheidsduur dezelfde is als deze van het document of de verblijfstitel die omgeruild werd.

8. L'étranger C.E. qui ne remplit pas ou ne remplit plus les conditions pour bénéficier du droit de séjour en qualité d'étudiant conserve toutefois, sans limites, le droit de se prévaloir d'autres dispositions de l'arrêté royal du 8 octobre 1981, notamment les dispositions relatives aux destinataires de services ou aux non-actifs, dans les conditions prévues par ces mêmes dispositions.

9. Sur le plan organisationnel, les dossiers des étrangers C.E. « étudiants » relèvent, sauf pour ce qui concerne la délivrance éventuelle de visa, de la compétence de la 2^e direction (bureau EF ou EN) de l'Office des étrangers.

Il y aura donc lieu de contacter ce service pour tout problème relatif à l'application des nouvelles dispositions.

Bruxelles, le 22 février 1995.

Le Ministre de l'Intérieur,

J. Vande Lanotte.

8. De E.G.-vreemdeling die niet of meer aan de voorwaarden voldoet om van een verblijfsrecht in de hoedanigheid van student te genieten, behoudt echter, zonder beperking, het recht zich te beroepen op andere bepalingen van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 inzonderheid op de bepalingen met betrekking tot diegenen die van het verrichten van diensten genieten, en de niet-actieveelingen, in de voorwaarden die door deze zelfde bepalingen bepaald worden.

9. Op organisatorisch vlak, behoren de dossiers van de E.G.-vreemdelingen « studenten » tot de bevoegdheid van de 2^e directie (bureau EF of EN) van de Dienst Vreemdelingenzaken, behalve voor wat de gebeurlijke afgifte van visa betreft.

Er dient dus met deze dienst contact opgenomen te worden voor elk probleem met betrekking tot de toepassing van de nieuwe bepalingen.

Brussel, 22 februari 1995.

De Minister van Binnenlandse Zaken,

J. Vande Lanotte.

GOVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION — GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

MINISTERE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C — 31102]

17 FEVRIER 1995. — Circulaire ministérielle n° 008 relative à la délivrance des renseignements urbanistiques en application de l'article 174 de l'ordonnance du 29 août 1991 organique de la planification et de l'urbanisme

Aux collègues des bourgmestre et échevins,

Au fonctionnaire délégué de l'Administration de l'aménagement du territoire et du logement,

Le Gouvernement a approuvé en date du 12 janvier 1995 un arrêté modifiant l'arrêté du 3 juillet 1992 relatif aux renseignements urbanistiques.

Cet arrêté modificatif vise à permettre à toute personne intéressée de solliciter par le formulaire de demande de renseignements urbanistiques, complémentaires aux informations communiquées au sujet des dispositions des plans et règlements en vigueur, des informations précises quant à l'utilisation d'un immeuble, et notamment quant à la reconnaissance de la régularité d'un changement d'utilisation d'un bien avant l'entrée en vigueur du Titre Ier, article 2, 2^e, g, du règlement sur les bâtisses de l'agglomération de Bruxelles en 1975.

La présente circulaire a pour but :

1^o de rappeler les règles d'usage desdits renseignements urbanistiques quant à la situation urbanistique du bien;

2^o de préciser la portée exacte de l'information relative à l'utilisation spécifique d'un bien communiquée dans le cadre des renseignements urbanistiques afin qu'aucun malentendu ne puisse surgir quant à la portée de ces renseignements.

I. L'utilisation du formulaire des renseignements urbanistiques

A titre d'aide-mémoire, nous nous proposons de reprendre ici les rubriques que vos services sont amenés à compléter en indiquant quels types d'information y seront reproduites.

a) En ce qui concerne la destination.

Il convient de relever parmi les dispositions en vigueur celles qui déterminent de la manière la plus précise la destination du bien; selon le cas, il peut s'agir :

- du projet de plan ou du plan régional de développement;
- du plan de secteur de l'agglomération bruxelloise;
- du projet de plan ou du plan régional d'affectation du soi;

MINISTERIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C — 31102]

17 FEBRUARI 1995. — Ministeriële omzendbrief nr. 008 betreffende de afgifte van stedenbouwkundige inlichtingen in toepassing van artikel 174 van de ordonnantie van 29 augustus 1991 houdende organisatie van de planning en de stedenbouw

Aan de colleges van burgemeester en schepenen,

Aan de gemachtigde ambtenaar van het Bestuur van ruimtelijke ordening en huisvesting.

De Regering heeft een besluit houdende wijziging van het besluit van 3 juli 1992 betreffende de stedenbouwkundige inlichtingen op 12 januari 1995 goedgekeurd.

Dit wijzigend besluit maakt het mogelijk voor elke belanghebbende om via het formulier van aanvraag om stedenbouwkundige inlichtingen, in aanvulling van de informatie die over de bepalingen van de vigerende plannen en verordeningen medegedeeld werden, nadere informatie aan te vragen over het gebruik van een gebouw, en onder meer over de erkenning van de regelmatigheid van een gebruikswijziging van een goed vóór de inwerkingtreding in 1975 van Titel I, artikel 2, 2^e, g, van de bouwverordening van de Brusselse agglomeratie.

Deze omzendbrief heeft tot doel :

1^o de gebruikelijke regelen van voornoemde stedenbouwkundige inlichtingen inzake de stedenbouwkundige situatie van het goed te herhalen;

2^o de duidelijke draagwijdte van de informatie betreffende het specifieke gebruik van een goed, medegedeeld in het kader van de stedenbouwkundige inlichtingen, te preciseren ten einde elk misverstand te vermijden inzake de draagwijdte van deze inlichtingen.

I. Gebruik van het formulier betreffende de stedenbouwkundige inlichtingen

Pro memorie hernemen we hier de rubrieken die uw diensten moeten invullen met de aard van de informatie die in deze rubrieken zullen voorkomen.

a) Wat de bestemming betreft.

Onder de vigerende bepalingen moeten deze herhaald worden die de duidelijkste definitie van de bestemming van het goed inhouden; naar gelang van het geval gaat het om :

- het ontwerp van gewestelijk ontwikkelingsplan of het gewestelijk ontwikkelingsplan;
- het gewestplan van de Brusselse agglomeratie;
- het ontwerp van gewestelijk bestemmingsplan of het gewestelijk bestemmingsplan;